

OPÉRATION TURQUOISE

En 1994, 800 000 Tutsi du Rwanda furent victimes d'un véritable génocide. Avec eux périrent des dizaines de milliers de Hutu opposés aux massacres. La France mit tout en œuvre pour convaincre l'ONU d'envoyer une force de paix pour tenter de mettre fin à la tragédie. Ce fut l'opération Turquoise, placée sous le commandement du général français Jean-Claude Lafourcade. Pour ses hommes, tous soldats aguerris, le contact journalier avec l'horreur fut une épreuve à laquelle aucune formation ne les avait préparés.

C'est cette intervention que rapporte ici le général. Il expose les motifs qui ont conduit la France à agir au Rwanda, il décrit la mission qu'il estime avoir remplie le mieux possible et les conditions dans lesquelles vécurent les hommes engagés dans cette histoire dramatique.

En écrivant sa vérité, quoi qu'il lui en coûte, le général Lafourcade a voulu réfuter haut et fort les très graves mises en cause dont furent l'objet les militaires français, accusés par le gouvernement de Kigali d'avoir choisi un camp contre un autre, d'avoir perpétré des horreurs, et même de s'être rendus complices de génocide. Non, les soldats français et leur chef n'ont pas à rougir de leur action au Rwanda, même s'ils ne sont guère soutenus par les autorités politiques actuelles.

Le général de corps d'armée Jean-Claude Lafourcade, saint-cyrien, appartient aux troupes de marine au sein desquelles il a servi comme parachutiste. Il a commandé les forces armées en Nouvelle-Calédonie, puis la force d'action terrestre de Lille. Il fait partie du cadre de réserve depuis 2003.

Guillaume Riffaud est journaliste.

978-2-262-03128-2



9 782262 031282

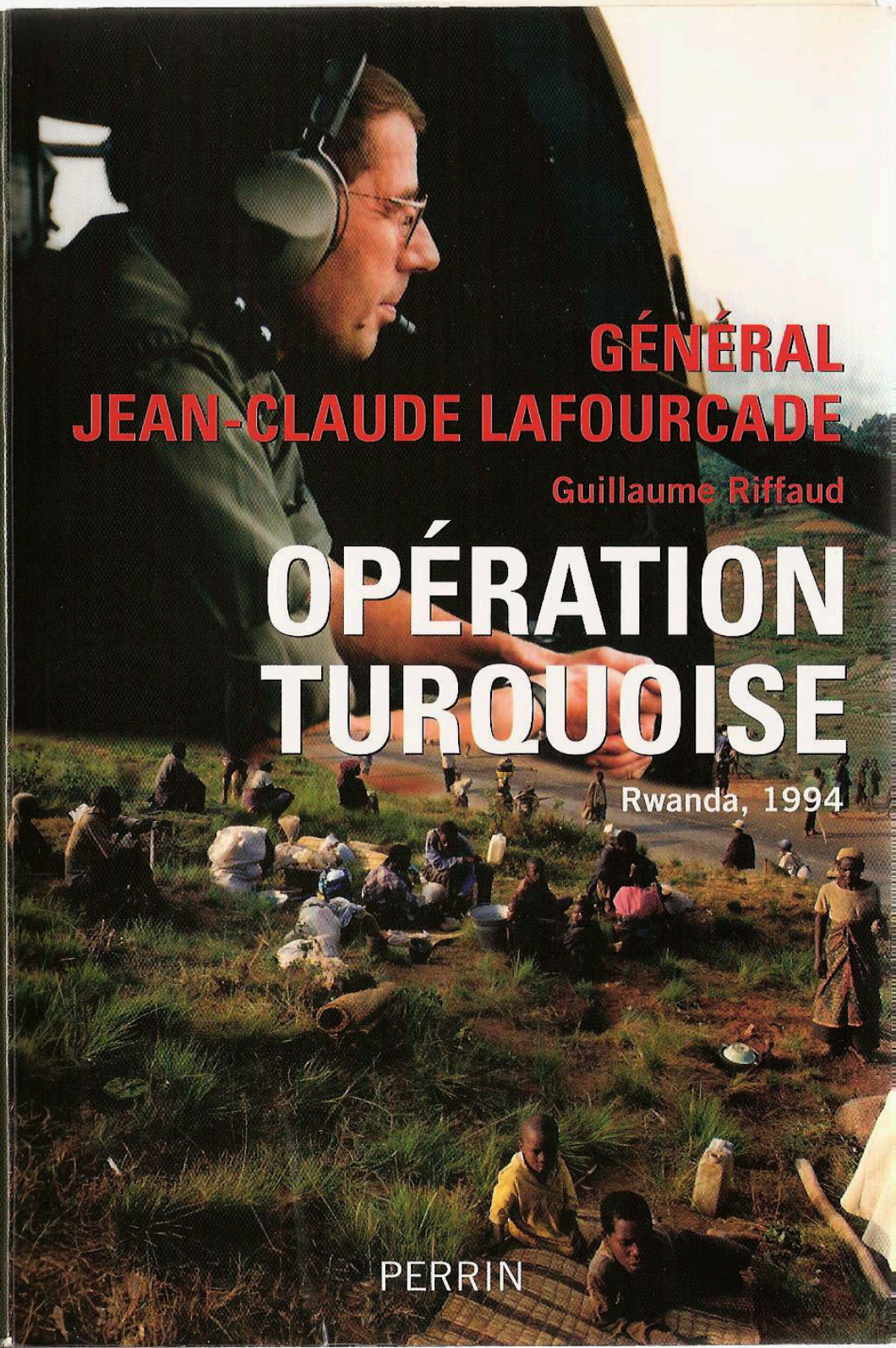
www.editions-perrin.com
18 €
Prix France TTC

Photographie du général Lafourcade : © D.I.R.
Photographie du camp de réfugiés hutu : © Noël Ouedraogo
Conception graphique : Marie de Lattre

GÉNÉRAL JEAN-CLAUDE LAFOURCADE
Guillaume Riffaud

OPÉRATION TURQUOISE

PERRIN



GÉNÉRAL
JEAN-CLAUDE LAFOURCADE

Guillaume Riffaud

OPÉRATION
TURQUOISE

Rwanda, 1994

PERRIN

Opération Turquoise

communes, celle-ci a refusé de participer, d'obéir aux ordres des miliciens. Dans d'autres localités, elle a protégé, au péril de sa vie, des dizaines, des centaines de Tutsi. Mais ici, qui est qui ?

Nous rentrons à Goma et ce que je viens de voir ne me quitte plus. Tard le soir, je fais mon rapport à l'état-major des armées à Paris. Je suis enfin seul. Cette solitude m'est nécessaire et précieuse. C'est mon temps, un temps d'intériorité et de prière. Après la tension et la charge émotionnelle de la journée, le silence me régénère et me permet, paradoxalement, de demeurer dans une paix profonde.

7

Le ministre et les journalistes

Sur le tarmac de Goma, les journalistes se pressent pour approcher l'avion blanc au liseré tricolore qui vient de se poser. A son bord le ministre de la Défense et la ministre déléguée à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme. Les réacteurs du Mystère 50 sifflent encore quand le ministre descend. L'ordre protocolaire est ainsi fait, la ministre le suit. François Léotard est photogénique. Grand sourire, costume gris, chemise bleu clair et cravate foncée. Je suis au bas des marches de l'avion avec les officiels zaïrois venus l'accueillir. Nous avançons d'une dizaine de mètres, échangeons quelques amabilités puis d'un pas solennel passons en revue un détachement de parachutistes au garde-à-vous.

Puis le groupe de journalistes nous rejoint et l'homme politique distribue les poignées de main avec une aisance qui me sidère. Il reconnaît

certains, leur donne du « comment allez-vous? », « Ah, mais vous êtes là! », « Content de vous revoir ». Entre les militaires et les caméras, Mme Michaux-Chevry semble moins à l'aise et se fait discrète. Nous nous rendons sous une tente dressée sur le terrain d'aviation pour un premier briefing. La presse n'y est pas conviée. Je présente les hommes de mon état-major puis le programme de la matinée.

Peu de temps après, nous retournons sur la piste. François Léotard et moi partons en avion vers le sud. Avant que les moteurs soient lancés, il se change sous les yeux de certains curieux venus piquer des images pour les télés du monde. Le ministre français troque son costume contre un jean et des baskets. Le Transall entame sa course sur le goudron et s'élance dans les airs. A Bukavu, nous saluons encore quelques responsables politiques locaux envoyés par le président Mobutu pour nous signifier sa bonne volonté avant de prendre place dans un hélicoptère pour filer au Rwanda, à Cyangugu.

Nous survolons la frontière puis bientôt le camp de réfugiés tutsi de Nyarushishi. Les tentes sont plus nombreuses qu'à mon dernier passage. Plus organisées aussi. On peut au moins avoir la satisfaction de constater que le travail de la Croix-Rouge s'est poursuivi dans des conditions plus

sereines grâce à nous. Enfin, nous nous posons, accueillis par les hommes du 1^{er} RPIMA du colonel Tausin. Ils ont été les premiers à pénétrer au Rwanda et ce sont eux qui ont sécurisé la zone pour les Tutsi. Bérêts rouges eux aussi, ils forment l'unité la plus souvent mise à contribution pour les opérations spéciales. Le colonel Rosier est présent.

Une scène se déroule alors sous nos yeux qui nous réjouit autant qu'elle nous surprend tant elle est inédite. Le ministre des Transports et des Communications du Gouvernement intérimaire rwandais (GIR), qui a probablement entendu parler de la venue de François Léotard dans la région par la presse, s'approche de lui alors qu'il n'a pas été convié. Ils se serrent la main. Le visage du Français se glace aussitôt qu'il apprend qui est son interlocuteur. Situation improbable en n'importe quelle autre occasion, il le snobe alors avec dédain et se tourne vers nous l'air gêné. A cette date, l'ONU reconnaît encore le GIR. Ses membres pourront se rendre à New York et partout dans le monde sans être inquiétés une dizaine de jours encore, jusqu'au 9 juillet. Nous sommes satisfaits, car nous partageons avec le ministre un même dégoût pour ce gouvernement. Un peu plus tard, François Léotard refusera carrément de lui serrer la main devant les caméras pour

signifier que la France n'a aucune complaisance vis-à-vis du GIR. Des années plus tard, ce ministre, M. Ntagerura, sera acquitté en première instance et en appel par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Ironie du sort, c'était peut-être un des rares innocents du GIR.

Le ministre français n'est pas seulement un communicant. Auprès des réfugiés que nous allons rencontrer à l'intérieur du camp, je perçois une réelle humanité. Quand il croise mes hommes et les salue, je sens une vraie empathie. Je ne le connaissais que dans les bureaux, à Paris, avec le poids de la diplomatie et de la vie politique française à assumer. Je crois qu'ici il se montre tel qu'en lui-même, pas si politicien que ça. Je crois en sa sincérité. Les journalistes lui demandent ce qu'il est venu faire ici et il répond avec ce qui me semble être du bon sens : « Lorsque ces personnes sortaient du camp, elles étaient enlevées et parfois assassinées. Depuis que les Français sont là, cela ne se produit plus. Et ça, c'est grâce aux forces françaises. Maintenant, il faut aller plus loin. C'est ce plus loin qui est difficile. Où aller ? Qui protéger ? Comment le faire ? Nous touchons aux limites d'une action qui est essentiellement celle de la France pour l'instant. Il faut très vite que nous ayons d'autres contingents, notamment

africains, et puis que la communauté internationale à travers des éléments logistiques et sanitaires puisse nous aider dans cette action. Nous ne pourrions pas la mener seuls jusqu'au bout. »

Le ministre déjeune avec nous et partage nos rations, du poulet grillé et du manioc frit. Autour d'une table pliante, il y a quelques officiers supérieurs et des hommes des forces spéciales. La simplicité avec laquelle il échange avec les militaires me le rend sympathique. Mes hommes ont besoin de son soutien. Après avoir visité le poste français le plus avancé en territoire rwandais, à Gishyta, nous rentrons à Goma, où nous nous éclipsons près d'une heure pour rencontrer le chef d'état-major des armées du Zaïre. Il nous reçoit dans une villa somptueuse face au lac Kivu. Dans les innombrables pièces que compte ce petit palais, la décoration est terriblement surfaite. Peaux de léopard, marbre, dorures, peintures sans expression... Dans le jardin où sont postés des dizaines de gardes en faction, les bassins, les fontaines et les statues me confirment la folie des grandeurs du tyran Mobutu. Avant de partir François Léotard m'autorise à élargir notre action à de nouvelles zones. Il m'encourage aussi à me mettre en lien plus étroit autant avec les FAR qu'avec le FPR. Il semble que plus personne de

sérieux ne doute de notre impartialité. La pression diplomatique est moins forte.

Les ministres partis, je retourne en quatrième vitesse à mon PC parce qu'en début d'après-midi un événement étrange a attiré mon attention. Juste après le repas, alors que nous étions encore à Gishyta, deux personnes blanches à l'accent britannique ont interpellé le ministre. Nous n'étions à ce moment-là accompagnés que par cinq ou six journalistes, dont des représentants du *Monde* et du *Figaro*. Les deux Anglo-Saxons sortaient de nulle part. Comme souvent dans ce genre d'opération, des agents des services de renseignements étrangers s'infiltrèrent au sein du pool médiatique. C'est une manière comme une autre de collecter de l'information discrètement. Un de mes officiers m'a fait part de ses soupçons sur ces deux personnes. Qui sont-ils? Nous ne les connaissons pas. Nous avons parlé du «triangle de Kibuye» avec les reporters français et de notre difficulté à saisir ce qui s'y passe. Du point où nous étions, chacun pouvait entendre résonner des coups de feu au loin. Les deux hommes, qui se disaient envoyés spéciaux de grands quotidiens américains, ont alors apostrophé le ministre : «Que fait la France?» Ils disent avoir croisé des enfants tutsi aux mains brûlées dans la zone de Bisesero, au cœur de ce fameux «triangle».

François Léotard leur a répondu : « Nous faisons ce que nous pouvons, c'est une opération délicate. » Les journalistes étrangers ont alors insisté sur le fait qu'il y aurait près de 3000 personnes menacées, poussant le ministre dans les retranchements de Turquoise. Celui-ci a fini par répondre en français puis en anglais pour se faire comprendre : « Où sont les autres pays? Pourquoi ne viennent-ils pas eux aussi relever ce "défi" humanitaire? »

Ainsi, à peine rentré au PC, je demande une note au «deuxième bureau» (nos services de renseignements). A 15 h 30, on me confirme les bruits qui courent : « Région de Bisesero, une centaine de Tutsi se sont présentés spontanément en voyant nos véhicules. Ils seraient environ 2000 cachés dans les bois, pourchassés tous les jours par des éléments de l'armée, gendarmerie et milices encadrant la population. Des morts récents, un enfant blessé. Dénuement nutritionnel et sanitaire extrême. Demande instante de protection et de soutien humanitaire. NOTA : un journaliste du *Figaro* aurait été témoin. » Pourtant, il est auprès de nous depuis trois jours et ne nous en a rien dit.

Nous avons pris beaucoup de retard. Mes craintes du 27 au soir semblent donc s'être confirmées. Je prends contact avec le colonel Rosier. Nous nous mettons d'accord pour amplifier les

Opération Turquoise

opérations de recherche sur la zone dès maintenant et nous concentrerons nos efforts sur le « triangle » demain dès l'aube. C'est le capitaine de corvette Marin Gillier qui mènera l'opération au lever du jour avec ses commandos de marine et les hommes du 13^e régiment de dragons parachutistes (13^e RDP).

8

Sous le choc de Bisesero

Aux aurores, le capitaine de corvette Marin Gillier, commandant les commandos marine, est parti avec ses hommes. L'équipe de recherche du 13^e RDP, menée par le capitaine Dunant, est venue lui prêter main-forte. Ils sont à pied et dans cette région où la pente moyenne est à 4 %, ils ratissent les forêts prudemment. C'est une journée sans soleil, l'atmosphère est pesante. Au PC de Goma, nous suivons les rapports réguliers de l'opération. La tension est palpable. Je pourrais malheureusement dire : comme d'habitude. Voilà cinq jours que nous sommes là et les bonnes nouvelles sont rares. Si nous portons une attention particulière à ce qui se passe du côté de Bisesero, nous n'en sommes pas moins mobilisés par toutes les autres missions en cours. Le FPR tutsi accentue son offensive vers l'ouest et le sud. La rencontre semble inévitable. Quand et où